



NEWSLETTER SUR LA COOPERATION MONDIALE
AVRIL 2014

Dans ce numéro :

- **Article du mois : Forger un nouveau consensus pour le Canada**
 - **Socles de protection sociale : une nouvelle approche de la protection sociale en Europe**
 - **Ressources et liens utiles**
- **Forger un nouveau consensus pour le Canada, par Peggy Taillon, Présidente et Directrice générale du Conseil canadien sur le Développement social**



Introduction

La cohésion sociale n'est pas seulement l'absence de conflit. C'est la capacité d'avancer dans la même direction avec des objectifs communs. C'est une condition obligatoire pour un pays commerçant de la taille du Canada. Nous ne pourrions exercer notre pleine puissance sans un certain niveau d'accord.

Le Canada doit bâtir sa nation de façon continue, en travaillant pour promouvoir un véritable consensus parmi les provinces, les cultures et les langues. Il nous faut beaucoup plus qu'une tolérance passive envers tout un chacun pour avancer des solutions pour nos problèmes communs.

Au cœur de l'idée du Canada repose une définition large de la réussite qui est déterminée par un progrès auquel tous les citoyens participent et qui se mesure en termes de revenus, d'opportunités, de bien-être et de jouissance des droits sociaux et des libertés. S'ajoute à cette idée une responsabilité particulière visant à s'assurer que ceux qui sont vulnérables ne sont pas laissés pour compte. L'hypothèse d'un progrès commun concerne les partis politiques, les gouvernements et les générations. Cette aspiration canadienne a donné corps à des valeurs individuelles sous-jacentes incarnées par le travail acharné, l'équité, le mérite et la prise de responsabilité partagée.

Prosperité commune ou polarité accrue ?

Des décennies de progrès en faveur d'une prospérité commune ont récemment fait place à une période de stagnation où les résultats semblent s'être essouffés au point d'en arriver au point mort, voire même à la tendance inverse : la qualité de vie autrefois considérée comme acquise est maintenant en danger. Il faut avoir les faits suivants à l'esprit :

- Nos enfants courent le risque très réel d'être les premiers à aller à l'inverse des générations de l'histoire du Canada, leur génération sera bien moins nantie que la précédente.
- L'inégalité croissante des revenus est de plus en plus ancrée au Canada.
- Les familles de la classe moyenne travaillent plus mais n'avancent pas dans la vie, à moins d'emprunter beaucoup plus et d'épargner beaucoup moins.
- L'universalité de la santé est menacée par les craintes de sa faisabilité financière.
- La pauvreté est devenue un marais qui piège les gens confrontés aux défis ou aux transitions de la vie, causés en partie par la politique inefficace du gouvernement.
- Notre échec collectif à bien comprendre le développement durable nous place à l'opposé de nos valeurs et des attentes internationales.

Ceci est en partie le résultat d'une perte de volonté et de concentration. Ces dernières années, les Canadiens ont été amadoués presque imperceptiblement par les voix de la droite qui a cherché à réduire les attentes et à nous faire accepter le plus petit dénominateur commun de ce que nous pouvons accomplir ensemble. On encourage les gens et les familles à s'occuper de leurs propres intérêts. Les problèmes économiques sont représentés comme étant le résultat de circonstances « internationales » et « globales », sur lesquelles nous n'avons pas de prise. Nos choix politiques sont réduits à la croissance du PIB (notre soi-disant « niveau de vie »), sans considérer le bien-être du Canadien moyen. On reproche aux besoins sociaux et aux actions du gouvernement leur complexité, leur coût et le fouillis juridique.

Nous ne pouvons pas nous permettre de prendre notre cohésion sociale comme allant de soi. Le contraste croissant entre le pays que la plupart des Canadiens imagine et la réalité vécue prouve que nous sommes proches de l'aliénation. Cela reviendra non seulement à rompre la promesse qui consistait à relever les défis que nous nous étions fixés et surtout, cela mènera à une perte de confiance dans les institutions, ainsi qu'à une hausse des taux de criminalité et autres dissonances sociales.

Nous avons aujourd'hui l'occasion formidable de forger un nouveau consensus pour le Canada. Les Canadiens sont des gens fondamentalement généreux et optimistes. Qu'il s'agisse d'une population vieillissante, d'une réduction du marché du travail, de la compétitivité ou de la pauvreté, nous avons encore le temps d'adopter des approches éclairées pour nous attaquer à nos plus grands défis, d'une façon qui peut galvaniser la plupart des Canadiens pour qu'ils s'engagent dans notre prochain processus de construction de la nation qui cherche à répondre aux besoins du plus grand nombre.

Sur le plan politique, le parti « progressiste » n'est pas celui qui fait le meilleur travail de défense de l'ancien statu quo, mais plutôt celui qui est le plus à même de définir comment améliorer notre avenir. De nouvelles idées et actions sont requises.

L'enjeu politique n'est pas seulement de savoir quels services sont nécessaires, mais il faut aussi savoir comment ils seront délivrés. Une mise en œuvre convaincante et crédible des services devrait être considérée comme le nouveau Graal de la politique progressiste. Les propositions fédérales doivent être clairement expliquées au Canadien moyen et ne peuvent plus se permettre le luxe d'être des idées abstraites. C'est un nouveau test de la participation fédérale. Les avantages aux individus, familles et communautés se feront-ils ressentir plus rapidement et plus efficacement suite à notre engagement? Si non, nous devrions laisser les administrations provinciales et locales s'occuper de ces questions. Il nous faut la preuve que ces systèmes fonctionneront pour avoir un droit de regard.

Redéfinir le développement

Le développement implique des changements. C'est un processus dynamique et continu qui fait bouger l'économie et qui, idéalement, fait passer les gens d'une condition inférieure à une condition supérieure en termes de progrès et de prospérité. C'est un processus de transformation économique et sociale à l'intérieur des pays. Le concept de développement est indispensable si l'on veut adhérer aux grandes orientations économiques et sociales (le plus souvent considérées comme n'ayant pas de rapport entre elles) et aux valeurs que nous défendons. Le but du développement est de réduire la pauvreté, les inégalités et le chômage. Le discours sur les plus grands objectifs de développement consiste à réduire la pauvreté et à satisfaire en même temps aux besoins élémentaires.

Dans les efforts de développement, on doit voir plus loin que les indicateurs de succès économique et se concentrer sur des efforts bien définis afin de réaliser le type d'économie qui contribue à la cohésion sociale et au développement humain. Le développement social et le développement économique doivent se produire simultanément pour un progrès durable et pour une prospérité partagée. Les politiques et interventions qui créent une cohésion et qui visent à se préoccuper des inégalités sociales doivent être mises en œuvre dans un cadre commun. Dans une approche globale, on doit veiller à ce que les politiques fiscales puissent créer des conditions favorables au succès dans les collectivités canadiennes, en s'assurant que les objectifs sociaux, environnementaux et démocratiques sont considérés au même titre que les résultats économiques. Le développement dans ce nouveau cadre mènerait à la cohésion sociale et à la prospérité.

Choisir de bâtir ensemble

En ces temps difficiles où l'inégalité des revenus est de plus en plus importante, où l'on doit faire face à des augmentations de prix sans précédent, où les emplois de qualité se font de plus en plus rares, notre gouvernement semble emprunter une nouvelle voie, celle où on le verra se désinvestir de ses obligations envers ceux qui vivent en marge de la société. Ceci divisera les communautés et finira par éroder les choses qui justement définissaient le Canada depuis des décennies. Il n'existe pas de solution magique pour s'attaquer aux inégalités, mais une chose est sûre, cela demande un leadership. Le choix est simple, les gouvernements peuvent créer les conditions nécessaires pour la réussite ou choisir de stratifier le pays. Malgré des faits contraires, il semble effectivement que nous soyons en route vers cette dernière option. Le leadership implique la capacité de faire des choix difficiles ; plus les temps sont difficiles, plus les choix sont difficiles. Les gouvernements à tous les niveaux peuvent donner le ton, et même en temps d'austérité, savoir créer des conditions qui mèneront à la cohésion sociale. C'est en somme une question de priorités et de perspectives.

Créer la cohésion sociale n'est pas seulement la responsabilité du gouvernement ; le milieu des affaires, les citoyens et la société civile ont tous un rôle à jouer, quoique nous sachions tous que ce sont les gouvernements qui fixent les lignes de conduite d'un pays. Les collectivités savent s'investir lorsque les conditions sont favorables. Les gens forment des communautés lorsqu'ils ont de bons emplois, voient un sens à leur vie, reçoivent un solide soutien familial, ont un niveau de vie relativement confortable et sont en mesure d'apporter leur contribution.

Les gens, les citoyens, ce sont eux la véritable richesse de la nation -- tout le monde, de façon égale. Ceci a toujours été un élément central dans le développement du Canada. De nos jours, il semble y avoir un effort concerté pour diviser les Canadiens, que ce soit par la religion, l'ethnie, le statut autochtone ou le revenu, mais les Canadiens ne le permettront que pour un temps car créer la discorde n'est pas dans la nature des Canadiens. Le Canada a désespérément besoin d'un nouveau consensus, de nouvelles idées pour de nouveaux défis et de nouvelles approches afin de remplacer celles devenues désuètes.

Aucun gouvernement au monde n'utilise le PIB comme seule mesure de succès.

Cependant, au cours des 30 dernières années, la création de revenus, que mesure le PIB, a souvent été postulée comme la mesure la plus importante. Les gouvernements se servent du PIB comme excuse pour prétendre que nous ne pouvons nous permettre le «luxe» de relations sociales harmonieuses au détriment du PIB.

Il devient de plus en plus évident que le PIB est un objectif louable mais que d'autres facteurs sont également très importants. Le PIB ne devrait pas monopoliser l'attention au point de mettre en danger la stabilité économique, de détruire la cohésion sociale avec le résultat que les personnes vulnérables perdent leur dignité ou leur place dans l'économie, de sacrifier les standards éthiques ou l'environnement (notamment le climat). Le Canada doit choisir. Nous devons nous impliquer et être impliqués. Les enjeux n'ont jamais été si importants.

Le Canada est reconnu internationalement comme un guide moral, pour ses idées progressistes qui se traduisent par des politiques cohérentes qui unissent le Canada. Nous sommes faits pour le bien commun. Les politiques du genre «diviser pour mieux régner» ne serviront qu'à élargir l'écart entre ceux qui ont et ceux qui n'ont pas, qu'à créer un fossé entre les générations et qu'à déchirer des communautés à un moment où plus que jamais nous nous devons d'être solidaires. Si on leur en donnait le choix, les Canadiens feraient ce qu'ils ont toujours fait depuis la Confédération, ils choisiraient de bâtir ensemble.

Les opinions exprimées dans cet article sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement le point de vue du Comité de Gestion du CIAS.

➤ ***Socles de protection sociale : une nouvelle approche de la protection sociale en Europe***

Le séminaire qui s'est réuni en mars 2014 à Rennes, en France, à l'initiative du CIAS Europe et d'autres organisations de la société civile européenne s'est posé la question de la faisabilité des socles de protection sociale (SPS) dans l'Union Européenne.¹ La réunion a passé en revue les réussites des systèmes de protection sociale existant dans la région européenne, ainsi que les étapes nécessaires pour combler les lacunes existantes.

La sécurité sociale comme un droit fondamental de l'homme et comme un actif économique

En Europe, on reconnaît généralement que les objectifs de la sécurité sociale sont d'apporter une sécurité des revenus, d'assurer les soins médicaux et de réduire la pauvreté. La sécurité sociale est également perçue comme une nécessité économique, parce qu'elle augmente la productivité, facilite la consommation et promeut le développement économique. L'analyse du concept des SPS dans la conjoncture actuelle de l'UE est l'occasion de comprendre les défis que représente son extension à d'autres régions développées, non pas simplement en fournissant

¹ D'après la Recommandation n°202 sur les socles nationaux de protection sociale (SPS) de l'OIT adoptée en juin 2012, ceux-ci devraient au moins comprendre les quatre garanties suivantes en matière de sécurité sociale, telles que définies au niveau national:

- L'accès à des soins de santé de base, y compris les soins de maternité ;
- Une sécurité des revenus de base pour les enfants afin de rendre l'accès à la nourriture, à l'éducation, aux soins et à d'autres biens et services nécessaires possible ;
- Une sécurité des revenus de base pour les personnes en âge de travailler mais qui ne sont pas en mesure de gagner un revenu suffisant, surtout en raison de maladie, de chômage, de maternité et de handicap ;
- Une sécurité des revenus de base pour les personnes âgées.

La Recommandation reconnaît qu'il incombe à l'Etat de mettre en place les SPS et s'en remet aux principes de base suivants : universalité de la protection basée sur la solidarité, droit aux prestations prescrites par la loi, adéquation et prévisibilité, non-discrimination, inclusion des personnes du secteur informel, respect des droits déjà couverts par les garanties de la sécurité sociale, progression dans la mise en œuvre, solidarité pour les financements, une gestion transparente, une durabilité financière, une cohérence avec les autres politiques sociales, la qualité des services fournis, le coût raisonnable des procédures de plainte, un contrôle régulier, le respect des négociations collectives, la participation tripartite et la consultation avec les organisations des personnes concernées.

un minimum de protection sociale, mais plutôt en offrant les moyens de renforcer et d'enrichir les systèmes existant en Europe.

Afin de décrire les changements sociaux actuellement à l'œuvre en Europe, il convient de prendre en considération certaines tendances à long terme ²:

- L'augmentation du taux de dépendance (1,29 en 2010 contre 1,44 en 2030)
- L'augmentation de la participation des femmes dans le travail
- La hausse des déséquilibres régionaux dans le chômage (illustrée par exemple par l'émigration des jeunes et des personnes qualifiées des pays de l'Est et du Sud vers les pays les plus riches).
- L'augmentation de la diversité dans les structures démographiques, dans la composition de la main-d'œuvre et dans les modes de vie (par exemple, ces cinq dernières années, les deux tiers de la croissance de la population de l'UE représentaient des citoyens non ressortissants de l'UE)
- Les changements dans les formes et structures familiales (prédominance plus marquée de parents célibataires et de familles monoparentales qui se forment après le divorce et un remariage)
- Le développement rapide des technologies de l'information et de la communication (TIC) crée de nouveaux emplois et de nouvelles possibilités de carrière, non sans le risque d'exclusion de ceux qui n'ont pas les compétences adéquates pour ces technologies ou qui n'y ont pas même accès.

L'impact social de la crise économique

On constate les conséquences de la crise économique par des inégalités qui se creusent dans l'UE et par des divergences au sein des régions. D'autres manifestations de la crise sont la croissance des chômeurs, la précarité de l'emploi, l'insécurité sur le marché du travail et la pauvreté. Sur la période 2008-2011, les emplois formels ont chuté de 2% ; actuellement, le taux moyen de chômage dépasse les 10%. A la fin 2012, 25 millions d'Européens étaient sans emploi. Mais les taux de chômage de l'Europe du Nord-Ouest et de celle du Sud-Est montrent des divergences frappantes (respectivement 7% et 14,5% en 2011).³

Si l'on considère certains groupes sociaux spécifiques, on peut voir des inégalités encore plus frappantes qui sont des conséquences directes de la crise: les jeunes (20% des 15-24 ans étaient sans emploi), les immigrants, les ouvriers à faible qualification et d'autres groupes. La récession a renforcé la polarisation des salaires qui était déjà une tendance observable sur la période 1998-2007.

La hausse des taux de pauvreté est une autre manifestation de la crise socioéconomique. Divers indicateurs ont été utilisés pour l'analyser, étant donné que la pauvreté n'est pas le fait d'un seul facteur. Comme le montre le tableau ci-dessous, le *pourcentage de population qui risque de tomber dans la pauvreté ou l'exclusion (ARPE)*, un concept plus large que celui du revenu de pauvreté, était en déclin avant 2009 mais a commencé à augmenter par après, en raison du ralentissement économique :

2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
25.6 %	25.2 %	24.4 %	23.5 %	23.1 %	23.4 %	24.2 %

² Basé sur le document de travail du personnel de la Commission Européenne SWD (2013) -38

³ Ibid.

Le pourcentage de la population qui risque de tomber dans la pauvreté (AROP), qui dispose de moins de 60% de revenu disponible médian après les transferts sociaux, était stable jusqu'en 2009 mais a repris sa progression par la suite :

2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
16.4	16.5	16.5	16.4	16.3	16.4	16.9

Et la population qui rentre dans la catégorie « dans un dénuement matériel grave » est passée de 9% en 2008 à 10% en 2011.

Entre 2007 et 2009, des stabilisateurs automatiques et des mesures destinées à la relance économique ont contribué à maintenir les revenus des ménages dans la plupart des pays. Entre 2009 et 2011, les revenus des ménages ont chuté dans plusieurs pays, surtout dans ceux marqués par une récession prolongée ; cela s'explique par l'arrêt progressif des mesures discrétionnaires ou par le fait que les personnes avaient perdu leurs droits⁴.

Des cibles controversées en matière de politiques sociales

Dans la lutte contre les risques de la dépendance à l'aide sociale, « rendre le travail rentable » est l'un des objectifs majeurs en politiques sociales dans les pays où les régimes de protection sociale sont largement développés. L'apparition de cet objectif politique est évidente, étant donné le nombre grandissant de « travailleurs pauvres » (cf. le séminaire du CIAS à Copenhague en octobre 2012) : 8,6% de la population active a gagné moins de 60% du revenu médian. Le nombre de travailleurs pauvres a connu une hausse significative ces dernières années dans de nombreux pays européens, y compris les plus riches comme l'Allemagne ou les Pays-Bas, à cause des réformes du marché du travail et/ou de la récession économique.

Le marché unique européen a entraîné davantage de concurrence à laquelle il faut faire face, entraînant ainsi l'Europe à pratiquer ce qu'on appelle le *dumping social*. La publication de la directive 96/71 de la Commission européenne était destinée à résoudre le problème en garantissant que les travailleurs immigrants aient droit au même traitement et aux mêmes conditions de travail que les travailleurs du pays d'accueil. Un manque d'accords collectifs de la part de plusieurs instances et un nombre croissant de situations informelles et parfois illégales font que les résultats sont jugés inacceptables. En conséquence, le Conseil européen a récemment décidé de renforcer significativement les inspections destinées à améliorer la transparence. En ce qui concerne la fourniture des services sociaux, l'adoption de réglementations appropriées n'est pas sans poser problème.

Dans la région, on considère généralement que les trois fonctions majeures des régimes de protection sociale sont : protéger les personnes des coups durs en cas d'urgence, être un facteur stabilisant des cycles économiques et aider les personnes à réaliser leur potentiel. Les chefs de gouvernement européens voient la protection sociale comme un investissement social et souhaitent promouvoir ce rôle important. Selon la Commission européenne, 29% du PIB total de l'UE sont consacrés aux dépenses sociales, seulement 7,5% font l'objet d'« investissements orientés ». Investir dans les programmes ciblant les enfants est une étape majeure pour améliorer la situation : étant donné les preuves accablantes de l'importance de l'école préscolaire, combattre la pauvreté chez les enfants est la meilleure façon de rompre avec beaucoup des inégalités sociales qui surviennent au cours de la vie.

Les recommandations adoptées pour combler les lacunes déjà existantes

A la lumière du contexte social actuel en Europe et des objectifs de la Recommandation n°202 de l'OIT, on suggère d'accorder la priorité aux enjeux suivants :

⁴ Ibid.

1. Une politique de bien-être déployée sur le long terme comporte trois dimensions. Le développement économique a souvent été mis en avant, mais il convient aussi de mieux prendre en compte la cohésion sociale, la répartition des revenus et la protection de l'environnement. Ces trois dimensions – économique, sociale et écologique – sont indissociables pour assurer un développement durable.

2. L'adoption de la Recommandation n°202 par l'ensemble des délégations (gouvernements et partenaires sociaux) des pays d'Europe lors de la Conférence internationale du travail en juin 2012 se justifie pleinement par la situation sociale en Europe, surtout depuis la crise socioéconomique : tous les Européens ne bénéficient pas d'un socle de protection sociale.

3. Il faut demander aux instances de l'Union de rappeler aux pays membres qu'ils se sont engagés vis-à-vis des SPS. Le socle de protection sociale est défini nationalement, son contenu, son niveau et son financement relevant des autorités de chaque pays. Bien que la protection sociale soit une « compétence partagée » depuis le traité de Lisbonne, l'impact du marché unique et du pacte de stabilité ont considérablement renforcé les pouvoirs de fait du Conseil et de la Commission en la matière. Pourtant, ces instances de l'Union Européenne font prévaloir une conception du socle qui réduit ce dernier à des filets de sécurité corrigeant les déséquilibres minimes liés à un recours généralisé au marché: une telle stratégie de nivellement par le bas est inacceptable. Et il faut rappeler que le traité affirme le pouvoir discrétionnaire des autorités nationales, régionales et locales sur l'organisation et le fonctionnement des services sociaux, en fonction des politiques sociales poursuivies. Celles-ci peuvent s'appuyer sur des principes de solidarité et sur des organisations à but non lucratif, plutôt que sur les principes du marché.

4. Il faudrait aussi que la construction des socles nationaux ne soit pas contrariée par des politiques européennes dominées par des considérations trop étroitement financières, au mépris même des grands objectifs de l'agenda 2020 en matière d'emploi et de lutte contre la pauvreté. La mise en place des socles sociaux a besoin de s'appuyer sur une politique de croissance inclusive. L'objectif peut être atteint principalement en corrigeant les systèmes existants au prix d'un effort financier qui ne remette pas en cause les équilibres économiques globaux des pays. Et pour certains Etats, il pourrait être fait appel à la solidarité européenne à travers les fonds institutionnels, qu'ils soient nationaux ou européens.

5. L'Europe, malgré la crise, reste un espace où les droits sociaux ont, dans l'ensemble, été portés à un haut niveau au fil des décennies. Mais on assiste à la montée d'un phénomène inquiétant : le « non recours » aux droits. Les fraudes aux prestations, les abus de la part des prestataires ou les pertes de recettes liées au travail précaire ou travail au noir doivent être combattus par une gestion rigoureuse du système. Cependant, on parle moins des prestations qui n'atteignent pas ceux qui y ont droit, alors que les sommes en jeu sont plus importantes encore. Par peur de la stigmatisation, par découragement face aux procédures ou par ignorance, de plus en plus d'Européens n'ont pas accès à leurs droits. Il nous faut réagir ! Trop de « ciblage », de conditionnalités, de justificatifs superflus finissent par pervertir les meilleurs systèmes. Il faut que les administrations aillent au devant des citoyens et que les travailleurs sociaux continuent de rester à leur disposition.

6. La couverture santé universelle est un élément essentiel des socles. Tous les Européens n'y ont pas encore (ou plus) accès : le coût, même résiduel, des soins retarde ou empêche le recours aux professionnels ; s'ajoutent à cela des obstacles culturels et linguistiques. Certaines zones de l'Europe sont encore des « déserts médicaux ». L'offre de santé doit être un élément des politiques d'aménagement territorial. Face aux inégalités sociales en matière de santé, il faut maintenir et renforcer des mécanismes de solidarité, soit à travers des services réellement ouverts à tous, soit à travers des assurances sociales obligatoires.

7. Les éléments principaux des socles sont des mécanismes de garantie de revenus et concernent les domaines suivants :

(a) Aujourd'hui, les revenus du travail ne permettent plus à nombre d'Européens- même ceux des pays les plus riches- de vivre décemment. Le phénomène des « travailleurs

pauvres » fait désormais l'objet de nombreuses analyses. Face à cette situation, on ne peut que militer pour l'adoption dans chaque pays européen d'un salaire minimum interprofessionnel fixé en fonction des paramètres économiques locaux.

- (b) Pour les personnes d'âge actif privées de travail, du fait d'un handicap ou du chômage, des mécanismes de garantie de revenu s'imposent aussi. Les conditions restrictives d'indemnisation du chômage se confondent parfois avec la privation d'un droit et le calcul des prestations relève plus souvent d'une logique d'assurance que d'une référence à un minimum vital.
- (c) Pour les personnes âgées, lorsque les mécanismes de retraite ne suffisent pas à garantir des moyens d'existence dignes, chaque pays doit mettre en place un dispositif de retraite approprié et le maintenir. En outre, l'allongement de l'espérance de vie oblige à penser de nouveaux services liés à la dépendance des personnes âgées.
- (d) L'Union Européenne devrait fixer pour les Etats membres l'objectif d'un revenu minimum garanti qui corresponde à la moitié du revenu médian observé dans chaque pays.

8. L'impératif d'universalité fait partie du concept de base des socles de protection sociale. Mais la recherche de cohésion sociale doit être proactive et viser en priorité des populations vulnérables qui ont besoin d'un accompagnement social.

(a) On peut citer les jeunes, surtout ceux qui ont quitté l'école, n'ont pas encore d'emploi et ne sont pas en formation. Ces citoyens doivent être accompagnés dans leur entrée dans la vie active selon des mécanismes qui restent en partie à inventer.

(b) Il faut considérer l'éducation préscolaire et les soins aux enfants comme un investissement social majeur.

(c) Les migrants nécessitent également un soutien social.

(1) Parmi eux, les ressortissants de l'Union ont la liberté de circuler et il faut veiller à ce qu'ils ne soient pas victimes du dumping social, ce qui est trop souvent le cas. Quant à l'inclusion sociale des Roms, elle requiert plus qu'un simple soutien financier.

(2) S'agissant des non Européens, le socle de protection sociale doit aussi s'appliquer à eux en tant que résidents. Mais il faut lever les obstacles qu'ils rencontrent le plus souvent avant d'être bénéficiaires des dispositifs sociaux auxquels ils ont droit. Ceux qui sont « sans papiers », et donc a priori sans droits sur les systèmes nationaux, doivent aussi être secourus sur la base de considérations humanitaires.

➤ Ressources et liens utiles

Rapport sur le Développement humain 2013. L'émergence du Sud : le progrès humain dans un monde diversifié

Le Sud se développe à un rythme sans précédent dans l'histoire de l'Homme : dans les nations en voie de développement, des centaines de millions de personnes sortent de la pauvreté et des milliards dont la situation est plus stable s'apprêtent à rejoindre la nouvelle classe moyenne mondiale. Le Rapport sur le Développement humain 2013 examine les profonds changements dans les dynamiques mondiales qu'a engendrées l'émergence rapide des pouvoirs dans le monde en voie de développement, ainsi que leurs conséquences pour le développement humain. Une mise à jour de l'Indice Humain de Développement (IDH) a également été publiée dans l'édition du Rapport. L'IDH mesure les avancées nationales dans les domaines de la santé, de l'éducation et des revenus.

Pour plus de détails, veuillez consulter : <http://hdr.undp.org/en/2013-report>

Des villes durables et agréables à vivre : en route vers une civilisation écologique

Le rapport explore les transformations urbaines à l'œuvre en Chine du point de vue du développement humain et considère avant tout leurs conséquences sur la population chinoise. Il se penche sur les transformations urbaines des dernières décennies et sur leurs facteurs, leurs conséquences, les défis grandissants qu'elles engendrent et sur les opportunités qu'apporte l'urbanisation, afin de répondre à deux questions majeures : comment peut-on

rendre les villes chinoises plus agréables à vivre et comment peut-on garantir aux citoyens qu'ils profiteront mieux des possibilités qu'offre la croissance urbaine ?

Pour de plus amples détails et pour le téléchargement :

 [china_nhdr_2013_en_final.pdf](#)

Le contenu de cette Newsletter mondiale peut être librement reproduit ou cité, sous réserve que la source soit mentionnée. Les opinions ici exprimées ne reflètent pas nécessairement la politique du CIAS

Rédacteur de la newsletter : Sergei Zelenev, Directeur exécutif :
ICSW, 5700 Arlington Ave., Bronx, New York, 10471 (US Office) P.O Box 28957, Plot 4,
Berkeley Lane, Off Lugard Avenue,
Entebbe, (Uganda Office)

Phone: +1 347-526- 4893, + 256414321150

E-mail: szelenev@icsw.org, icsw@icsw.org

Website www.icsw.org;

Traduction française: Ohrem Stephanie

Si vous ne souhaitez plus recevoir cette newsletter, merci de cliquer 'ici' en nous communiquant votre nom et adresse mail